

SNCB: le blocage continue

■ Près de sept heures de discussions pour un texte qui sera soumis à la base lundi.

Les représentants des organisations syndicales, CGSP Cheminots et CSC Transcom, avaient annoncé la couleur vendredi. A leur arrivée à la réunion de concertation programmée la veille, ils avaient amené "leurs tartines", signe que la négociation allait se poursuivre au "finish" au terme d'un deuxième jour de grève à la SNCB. "Toutes ces heures pour aboutir à cela...", commentera un cheminot dépité près de sept heures plus tard. Vers 19 heures en effet, directions du rail et syndicats se sont quittés sans véritable accord. Plus tôt, Jo Cornu et Luc Lallemand, CEO de la SNCB et d'Infrabel, avaient rejoint la table des négociations.

Sur celle-ci, un texte qui sera soumis aux instances syndicales lundi. Libre à la base de rejeter le texte ou de l'adopter et

de mettre fin à la grève qui a handicapé grandement la mobilité du pays jeudi et vendredi.

En fait, la direction a déposé une série de conditions à satisfaire avant de modifier la fameuse circulaire distribuée cette semaine aux cheminots et qui, en résumé, supprimait deux jours de crédit (jours de récupération) à chacun d'entre eux. La direction demande aux travailleurs du rail de renoncer au jour férié extra-légal du 15 novembre ainsi qu'à un seul jour de crédit par 18 jours d'absence pour maladie. La direction exige, en outre, qu'en 2017 une autre mesure soit décidée en concertation afin d'atteindre les objectifs de compétitivité (4% par an) fixés par le gouvernement.

En clair, au lieu de perdre deux jours de crédit, les cheminots perdraient un jour férié et un jour de crédit. Pas certain que le "deal" satisfasse la base, ni même la direction de la CSC Transcom et de la CGSP Cheminots qui communiqueront

à leurs affiliés lundi après-midi. En attendant, la grève se poursuivra. Il y a fort

à parier que la circulation ne reprenne pas lundi quoi qu'il arrive puisqu'un préavis a été déposé à la SNCB à partir de lundi à 22 heures dans le cadre de la grève de la fonction publique de mardi.

Contraste Nord-Sud

Selon les syndicats, la direction se dit incapable de donner des marges de manoeuvre à la discussion compte tenu des 20% d'augmentation de productivité exigée par l'accord du gouvernement. La direction a également mis la pression sur les syndicats quant aux suites qui seront données aux deux jours de grève sauvages de jeudi et vendredi. Des sanctions sont évoquées.

Vendredi, le contraste Nord-Sud est à nouveau apparu avec une Wallonie quasi sans trains et une Flandre beaucoup moins touchée par les perturbations liées aux arrêts de travail. A la mi-journée, 65% du trafic ferroviaire était assuré au Nord, ce qui démontre que la grogne syndicale n'est pas tout à fait nulle en Flandre.

M. Co.

Il y a fort à parier que la circulation ne reprenne pas lundi, quoi qu'il arrive, puisqu'un préavis a été déposé à la SNCB à partir de lundi à 22 heures dans le cadre de la grève de la fonction publique prévue mardi.